

**Union européenne - République  
tchèque - Défense - Discours de  
clôture de M. Jean-Yves Le Drian,  
ministre de l'Europe et des affaires  
étrangères, à la conférence sur la  
sécurité et la défense européenne**  
(Prague, 09 juin 2017)

Cher Lubomir,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord remercier la République tchèque, en association avec la Commission européenne, d'avoir organisé ce séminaire, et de m'avoir invité à participer à sa conclusion.

Je voudrais me réjouir, Monsieur le Ministre, Cher Lubomir, de la place qu'a prise la République tchèque dans tout le débat sur le renforcement de la défense en Europe. Un certain nombre d'entre nous travaillons depuis de nombreuses années à éviter que l'Europe de la défense ne soit un projet incantatoire et à faire en sorte que des projets concrets et réalistes puissent émerger.

J'ai pour ma part travaillé durant ces 5 dernières années en tant que ministre de la défense et je continuerai à le faire avec la même ardeur en tant que ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec l'appui de ma collègue Sylvie Goulard, ministre des armées. Le fait qu'il y ait deux ministres français présents aujourd'hui à Prague montre aussi l'importance que le président Macron et le nouveau gouvernement accordent aux enjeux de la défense de l'Europe.

Pour ce qui concerne les choix, je crois sincèrement que l'Europe de la défense ne peut se renforcer que par davantage de coopération. Nous devons, me semble-t-il après expérience, privilégier cette voie pour faire progresser les capacités des Européens à assumer les responsabilités les plus ambitieuses dans le domaine de la sécurité et à faire exister concrètement leur devoir de solidarité.

À cet égard, les propositions que la Commission a soumises le 7 juin, en particulier sur le projet de Fonds européen de défense sont extrêmement bienvenues et, je crois, changent en

profondeur le niveau d'engagement de l'ensemble des institutions de l'Union européenne. Je voudrais redire ici ce qu'a déjà dit Sylvie Goulard, tout l'intérêt que portent à cette initiative les autorités françaises. Nous estimons que ces propositions contribuent effectivement à l'essor de l'autonomie stratégique de l'Union européenne.

Ce sont donc au moins tout autant que les scénarios de l'horizon européen que nous propose la Commission, les décisions concrètes et pragmatiques que nous formulons pour le projet européen qui en forment le cadre pour l'avenir.

Je conçois le projet européen en matière de sécurité et de défense d'abord comme une fraternité d'armes. Elle existe déjà, même si elle a le potentiel pour faire encore beaucoup plus. Dans le cadre de l'Union européenne, les États membres engagent au jour d'aujourd'hui près de 6000 des siens dans quinze missions et opérations réparties sur trois continents. Donc ce n'est plus un sujet théorique.

Et je n'ai pas besoin de remonter bien loin pour choisir un exemple marquant de la solidarité ou de l'engagement des pays européens pour notre défense et notre sécurité. Je rappelle l'invocation par la France de l'article 42.7 du traité sur l'Union européenne après les attentats de novembre 2015 que nous avons subis et pour lesquels la réponse a été immédiate et solidaire.

\*\*\*

Mais pour travailler bien ensemble et activer cette solidarité, il convient d'identifier en commun les menaces et le rôle de l'Union européenne dans leur traitement. C'est d'autant plus nécessaire que l'Union européenne dispose d'outils sur l'ensemble du continuum entre sécurité intérieure et extérieure. C'est sans doute l'une de ses grandes forces.

Je conçois, pour ma part, quatre grands types de risques et de menaces face auxquels les Européens doivent être pleinement mobilisés :

- La première menace est terroriste et tout doit être mis en oeuvre pour l'éradiquer. Nous faisons face, sur nos territoires, à des attentats répétés. À l'extérieur de nos frontières les causes et le fléau sont les mêmes mais ils sont encore amplifiés par la faiblesse de certains États et l'intensité de certains conflits armés.

- Les trafics illicites, qu'il s'agisse d'êtres humains, d'armes ou de drogues, sont également une source majeur d'instabilité. Ils viennent alimenter une économie criminelle dont les ramifications vont bien au-delà de nos frontières. Ces dernières années, l'afflux massif et concentré de populations mettant leur vie entre les mains de passeurs qui n'y prêtent aucune valeur autre que marchande, a durement testé nos mécanismes de solidarité européenne.

- Nous faisons face, dans le même temps, à une contestation claire et à une véritable déconstruction de l'ordre de sécurité européen tel que nous l'avions établi depuis la chute du

mur de Berlin. Les Européens et l'Union européenne doivent être pleinement mobilisés face à cette remise en cause des fondamentaux de la stabilité de notre continent.

- Enfin, les menaces de déstabilisation numérique sont, d'ores et déjà, au coeur de nos enjeux de souveraineté. Si nous ne pouvons pas sortir de notre dépendance en matière de protection et de stockage des données, si nous ne pouvons pas nous protéger contre le cyberespionnage et la cybercriminalité, l'autonomie stratégique européenne ne restera qu'incomplète et nous en serons fragilisés.

\*\*\*

Pour faire face à ces menaces, il nous faut des capacités. Elles ont déjà été évoquées en partie lors de la table-ronde à laquelle j'ai assisté tout à l'heure.

Le renouvellement de notre effort de défense est la première pierre de l'édifice. Il doit aller de pair avec une modernisation de nos capacités de défense. Cet effort est central pour l'Europe : nous ne pourrions autrement combler les lacunes qui entament la capacité des Européens à conduire et soutenir des opérations de manière autonome. La Revue annuelle coordonnée de défense qui sera mise en place dès la fin de l'année contribuera grandement, je l'espère, à ce que nos efforts nationaux s'intègrent dans une cohérence d'ensemble.

Au cours de ces derniers mois, avec l'aide de la Commission européenne, nous avons également pu poser les bases d'un paquet d'instruments financiers innovants, diversifiés et complémentaires, afin de nous donner les moyens de maîtriser les technologies de défense clés et d'investir dans les domaines d'innovation stratégique, afin de préserver notre autonomie de décision et d'action sur le long terme.

Les propositions formulées par la Commission en vue de la création du Fonds européen de défense et de la mise en place d'un Programme de soutien au développement de capacités militaires dès 2019, doivent pouvoir bénéficier d'une mobilisation inédite du budget de l'Union et de la mise en place d'incitations, notamment financières, qui bénéficieront aux PME comme aux grandes entreprises. Il nous faudra encore travailler sur les règles qui présideront au fonctionnement du Fonds, pour qu'il bénéficie directement à la Base industrielle et technologique de défense européenne et que chacun des États membres puisse en être gagnant.

Le second niveau sur lequel nous travaillons est l'activation, prévue par le Traité, de la coopération structurée permanente. Ce sera certainement l'autre grand chantier du prochain Conseil. Certains États membres, et la France y prend sa part, travaillent à une approche ambitieuse qui permette de renforcer l'image de l'Union européenne en tant que l'une des organisations garantes de la sécurité européenne. Notre volonté n'est pas d'exclure certains États mais d'encourager au sein de l'Union un effort important et collectif, sur le long terme, qui soutienne les opérations, les capacités ainsi que l'investissement de défense en Europe. Avant de progresser sur des projets, nous devons être d'accord sur des principes. Pour nous, ils sont contenus dans les traités : nous devons être en capacité de mener «les missions les plus exigeantes» prévues à l'article 42.6 du Traité, pour répondre aux menaces que j'ai évoquées plus haut. Nous devons pouvoir conduire les travaux au rythme qui s'impose pour être

véritablement à la hauteur de la tâche.

Enfin, le dernier domaine dans lequel nous progressons est celui des opérations. La réalisation la plus récente, et la plus visible, est la capacité de planification et de conduite des missions militaires non-exécutives. Cette première étape va renforcer l'action de l'Union européenne en dehors de ses frontières et va lui permettre de soutenir davantage ses partenaires.

L'amélioration de la réaction rapide aux crises, est le complément naturel de cet effort en faveur de la planification et de la conduite de nos opérations. À cet égard, les progrès que nous avons faits pour faciliter le déploiement et l'engagement des groupements tactiques de l'Union européenne (GTUE) sont particulièrement importants. Sur ce sujet, je tiens à saluer tout particulièrement l'engagement de nos hôtes. Nous partageons totalement l'approche qui a été celle de la République Tchèque.

\*\*\*

Dans le cas des GTUE, comme pour tout le reste, nous ne ferons rien sans une volonté politique de mettre en oeuvre la solidarité européenne.

C'est la raison pour laquelle ce que certains appellent le «momentum» de l'Europe de la défense doit durer le temps nécessaire.

Nous avons l'opportunité de franchir une étape décisive et indispensable à la garantie, dans la durée, de la sécurité de nos concitoyens. C'est le devoir qui nous attend désormais. Je vous remercie./.